

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

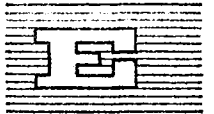


Distr.
GENERALE

E/CN.4/1163/Add.2
17 janvier 1975

FRANCAIS

Original : ANGLAIS et ESPAGNOL



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente et unième session

RENSEIGNEMENTS, TRANSMIS CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1159 (XLI)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, CONCERNANT LA COOPERATION AVEC
LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX REGIONAUX QUI S'OCCUPENT DE
LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Le Conseil économique et social a adopté, lors de sa quarante et unième session, la résolution 1159 (XLI) ^{1/} relative à la coopération avec les organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent des droits de l'homme. Aux termes de cette résolution, le Conseil, désireux d'utiliser tous les renseignements et données d'expérience possibles en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'égard de tous, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou de religion a, entre autres, invité le Secrétaire général à prendre des mesures pour que la Commission puisse échanger des renseignements sur les questions relatives aux droits de l'homme avec le Conseil de l'Europe, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme.

La communication en date du 6 janvier 1975 jointe à la présente note a été reçue de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, en réponse à l'invitation que lui avait faite le Secrétaire général de transmettre des renseignements dans le cadre de l'échange prévu par les dispositions de la résolution précitée.

^{1/} Cette résolution a été adoptée à la 1445ème séance plénière du Conseil, le 5 août 1966.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. ASSEMBLEE GENERALE	1
B. CONSEIL PERMANENT	4
C. COMMISSION INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME	4
1. Trente-deuxième session	4
2. Trente-troisième session (extraordinaire)	6
3. Trente-quatrième session	9
D. COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES	10
E. INSTITUT INTERAMERICAIN DE L'ENFANCE	12
F. INSTITUT INTERAMERICAIN DES AFFAIRES INDIGENES	14

A. ASSEMBLEE GENERALE

Quatrième session ordinaire (19 avril - 1er mai 1974)

Conformément à l'article 52 f) de la Charte de l'Organisation des Etats américains et de l'article 9 (bis) c de son statut, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a présenté à l'Assemblée générale de l'OAS, dont la quatrième session ordinaire a eu lieu à Atlanta (Géorgie), son rapport annuel pour 1973 1/.

Le rapport est divisé en deux sections, précédées d'une table des matières ainsi que d'une introduction mentionnant les dispositions de la Charte de l'Organisation, le statut de la Commission et les dispositions de la résolution XXII de la Deuxième Conférence interaméricaine extraordinaire, qui régissent la présentation du rapport.

Conformément au paragraphe 4 de la résolution XXII susmentionnée, la première partie de la première section est consacrée à certaines dispositions constitutionnelles, législatives et administratives ainsi qu'à certaines décisions judiciaires prises dans les Etats américains en 1972 et en 1973, et qui, de l'avis de la Commission, marquent un progrès vers la réalisation des objectifs fixés dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

Dans la deuxième partie de cette première section, la Commission indique les domaines où elle estime souhaitable que des mesures soient prises pour renforcer le respect des droits de l'homme. Le premier domaine où la Commission a recommandé de redoubler d'efforts, tant par des lois nationales que par des sauvegardes internationales, est celui du droit à la vie. La Commission a constaté que ce droit le plus fondamental est compromis par la lutte entre de nombreux Etats américains et certains groupes sociaux minoritaires qui, par le terrorisme, "ont cherché à imposer des réformes sociales rejetées par la majorité de la population", ou à détruire l'ordre régnant. Selon la Commission, les graves excès qui résultent de cette lutte ne se justifient jamais. La Commission a mentionné aussi que le droit à la vie avait été violé chez certaines populations indiennes que des "entrepreneurs et usurpateurs rapaces" ont éliminées dans l'intention de s'emparer des terres des Indiens.

La Commission a constaté que ces luttes politiques et sociales ont conduit à l'adoption de mesures, comme l'état de siège et la suspension de l'habeas corpus, qui violent le droit à la liberté et à la sécurité de la personne. A ce sujet, elle a mentionné que bien des éléments fondamentaux des poursuites judiciaires normales étaient absents des procès conduits par les militaires. Elle a mentionné aussi les conditions subhumaines des systèmes pénitenciers de la plupart des pays de l'hémisphère, ainsi que l'absence chez eux de programmes de réadaptation.

Un autre domaine dont il est question dans la deuxième partie du rapport est le droit à l'égalité, dont la législation courante des pays américains ne tient aucun compte, sans justification raisonnable. La Commission a déclaré que la protection juridique dont bénéficient les secteurs les plus favorisés est communément déniée à certaines couches sociales comme la communauté indienne.

La Commission a considéré aussi que l'institution de "délits d'opinion" est totalement incompatible avec la Déclaration américaine, en particulier avec le droit à la liberté d'enquête, d'opinion, d'expression et de diffusion, et que cette mesure aboutit d'ordinaire à une forme voilée de censure des organes d'information.

La Commission fait observer que "de toutes les actions politiques possibles, aucune peut-être ne risque davantage de compromettre les droits de l'homme en général que le renversement d'un gouvernement issu d'élections populaires par un gouvernement pour qui la force tient lieu de droit à assumer le pouvoir", et qui dénie ainsi à la population le droit de participer au gouvernement.

Enfin, la Commission a formulé des observations sur le nombre de plaintes qu'elle avait reçues au sujet de violations du droit de grève et du droit d'exercer des activités syndicales.

Comme suite aux plaintes reçues, qui ont suscité les observations précitées, la Commission a jugé qu'il convenait de faire aux Etats membres de l'Organisation les recommandations ci-après :

1. Même dans les situations de crise résultant de bouleversements politiques, on devrait s'efforcer de réduire à leur minimum les restrictions imposées aux droits fondamentaux ou les violations de ces droits; en particulier, la peine de mort ne devrait pas être prononcée pour des infractions politiques ou pour des délits de droit commun liés à des infractions politiques; on devrait prendre des mesures pour punir ceux qui se livrent à des excès de violence, à des actes de cruauté ou de torture, ou qui par des injures ou des insultes portent atteinte à l'honneur personnel et à la dignité humaine.
2. Il faudrait redoubler d'efforts pour protéger comme il convient les populations indiennes et, d'une manière générale, les groupes sociaux qui, en raison de leur niveau culturel peu élevé sont les moins capables de se défendre, afin de leur garantir la jouissance paisible de leurs droits fondamentaux.
3. Il conviendrait de faire un effort pour limiter, dans la mesure du possible, la période d'application des procédures constitutionnelles visant à maintenir l'ordre et la sécurité en période de crise, ainsi que la période pendant laquelle les civils peuvent être traduits devant un tribunal militaire, même lorsque les dispositions de la constitution autorisent les mesures de cet ordre.
4. Les Etats qui ont ratifié la Troisième Convention de Genève du 12 août 1949 ne devraient pas oublier que l'article 3 impose des limites aux mesures susceptibles d'être prises en cas de conflit armé interne.
5. Il faudrait prendre les mesures nécessaires pour qu'au cours des procès issus de désordres intérieurs dans les Etats, les accusés bénéficient d'une protection totale, avec le droit d'avoir un conseil juridique indépendant, et pour que soit garanti le respect des formes régulières.
6. Les personnes arrêtées, jugées et condamnées pour infractions politiques en application de la législation existante ne devraient pas être soumises au même traitement que les condamnés de droit commun, ni détenues dans les mêmes établissements.

7. Il faudrait que certains Etats américains déploient des efforts soutenus pour améliorer leurs centres de détention, leurs systèmes d'emprisonnement ainsi que la formation professionnelle du personnel des prisons, afin que la punition entraînée par la perte de liberté puisse conduire à la réadaptation sociale des détenus.
8. Dans la mesure du possible, il conviendrait d'imposer des limites aux mesures qui restreignent le droit à la liberté d'information et le droit à la liberté d'expression de la pensée, qu'on ne laisse aucune loi instituer des "délits d'opinion" ou violer le principe de la responsabilité personnelle d'une infraction, ni s'instaurer aucun système qui suppose un monopole de la direction des organes d'information.
9. Tous les Etats devraient chercher à garantir le droit qu'ont tous les citoyens de participer au gouvernement par l'intermédiaire des activités d'un certain nombre de partis politiques, par le libre exercice du droit de vote ainsi que par l'intermédiaire des organismes appropriés d'une forme de gouvernement démocratique et représentative.
10. Dans la mesure où le monde d'aujourd'hui demande que soit reconnu le droit à la liberté syndicale des travailleurs et des employeurs, il serait bon de respecter ce droit, tel que le définissent les conventions de l'OIT. La même recommandation vaut également pour le droit de grève, lorsqu'il s'agit de gains relevant du domaine des relations professionnelles.

Conformément à la résolution XXII précitée, à l'article 150 de la Charte de l'OAS et à l'article 57 de son règlement, la troisième partie du rapport annuel contient les observations pertinentes communiquées à l'Assemblée générale au sujet de cas où les violations des droits de l'homme ont été prouvées et où des recommandations avaient été adressées aux gouvernements intéressés.

C'est ainsi que dans la troisième partie figurent des résolutions sur les cas 1683 et 1684 (Brésil), 1604, 1721 et 1726 (Cuba), 1716 et 1731 (Haïti), 1688 (Nicaragua), 1741, 1758, 1759, 1762 et 1763 (Paraguay).

Une deuxième section donne un surcroît de détails sur les activités exercées en 1973 par la Commission; elle contient aussi un résumé des cas en cours d'étude, un examen du Programme général de travail de la Commission ainsi que d'autres renseignements pertinents. Cette section a pour but de permettre à l'Assemblée générale de se faire une idée plus exacte de l'ensemble des travaux de la Commission.

A sa dixième session plénière qui a eu lieu le 30 avril 1974, l'Assemblée générale de l'Organisation a adopté la résolution ci-après 2/ :

AYANT EXAMINE le rapport annuel que lui a présenté pour sa quatrième session ordinaire la Commission interaméricaine des droits de l'homme (AG/doc.409/74),

DECIDE :

De prendre note du rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de remercier celle-ci de l'important travail qu'elle a effectué.

B. CONSEIL PERMANENT

A sa séance ordinaire du 4 décembre 1974, le Conseil permanent de l'OAS a examiné le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme concernant l'examen auquel la Commission a procédé sur place dans la République chilienne au cours de la période allant du 22 juillet au 2 août 1974 3/. A cette séance, le Conseil a décidé : "a) de transmettre pour information à la Commission interaméricaine des droits de l'homme le document présenté au cours de cette séance (AG/doc.385/74) où sont consignées les observations du Gouvernement chilien; b) de suggérer à la Commission qu'il serait souhaitable de consacrer dès que possible une séance extraordinaire à l'examen de ces observations; c) de renvoyer en temps opportun à l'Assemblée générale, pour sa cinquième session ordinaire, comme suite à la demande formulée à la même séance, par la délégation chilienne, le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur 'les droits de l'homme au Chili', les observations du Gouvernement chilien et tout rapport supplémentaire de la Commission sur ces observations." 4/

En ce qui concerne la session extraordinaire proposée en vue d'examiner les observations du Gouvernement chilien, M. Andrés Aguilar, Président de la Commission, a informé par une note du 18 décembre 1974 5/ M. Miguel Solano López, Ambassadeur et Président du Conseil permanent, que la majorité des membres de la Commission, mis au courant des observations du Gouvernement chilien, étaient d'avis qu'une réunion ne s'imposait pas "étant donné que le document en question ne citait aucun fait nouveau qui pût conduire à modifier substantiellement le rapport de la Commission".

C. COMMISSION INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME

Au cours de l'année 1974, la Commission a tenu une session extraordinaire et deux sessions ordinaires.

1. Trente-deuxième session 6/

Cette session s'est tenue à Washington (D.C.) du 8 au 18 avril 1974 et tous les membres de la Commission y ont participé, à savoir : MM. Justino Jiménez de Aréchaga (Président), Carlos A. Dunshee de Abranches (Vice-Président), Manuel Bianchi, Gabino Fraga, Robert F. Woodward, Genaro R. Carrió et Andrés Aguilar.

3/ OEA/Ser.L/V/II.34 doc. 21.

4/ OEA/Ser.G/CP/INF.607/74.

5/ OEA/Ser.G/CP/INF.612/74.

6/ On trouvera des renseignements plus détaillés dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-deuxième session (OEA/Ser.L/V/II.32 doc.31).

La Commission a entamé l'étude des plaintes reçues depuis la clôture de la trente et unième session et concernant des violations des droits de l'homme qui auraient eu lieu en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, aux Etats-Unis, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela.

Dans les cas jugés recevables, on a décidé, selon les circonstances, soit de demander aux plaignants des données supplémentaires, soit de demander les renseignements pertinents aux gouvernements intéressés.

La Commission a poursuivi aussi l'étude des cas déjà examinés au cours de sessions antérieures et concernant des violations qui auraient eu lieu en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Equateur, aux Etats-Unis, au Honduras, au Mexique, en République Dominicaine et en Uruguay.

Pour chacun des cas, la Commission a désigné un rapporteur dont le rapport et les recommandations ont servi de base à l'examen des affaires et à la formulation des décisions communiquées aux gouvernements intéressés et aux plaignants.

En ce qui concerne le rapport relatif à l'examen sur place de la situation des droits de l'homme au Chili, dont l'étude avait été ajournée à la session précédente en attendant de recevoir des renseignements du gouvernement de ce pays, la Commission a décidé, après avoir étudié les notes reçues de ce gouvernement et datées des 10 janvier et 27 mars 1974, qu'une enquête sur place s'imposait afin de vérifier le bien-fondé des plaintes. A cette fin, par une note du 18 avril 1974, la Commission a demandé au Gouvernement chilien le consentement nécessaire.

En ce qui concerne le Guatemala, la Commission a décidé d'envoyer au gouvernement de ce pays une note expliquant la nature et la portée de la demande présentée le 1er novembre 1973 en vue d'obtenir l'autorisation de se rendre au Guatemala, demande rejetée par le Gouvernement guatémaltèque sous prétexte qu'il y aurait là atteinte à sa souveraineté.

Le Programme général de travail de la Commission, qui a pour but de promouvoir aussi largement que possible la connaissance et le respect des droits de l'homme dans les Etats américains, constitue un élément important des activités de la Commission.

Dans le cadre de ce Programme, au cours de sa trente-deuxième session, la Commission a pris note du sixième rapport sur le droit de vote dans les Amériques présenté par le Professeur Bianchi, rapporteur. La Commission a décidé de poursuivre son étude de ce droit lorsqu'elle en aurait l'occasion à l'avenir.

En ce qui concerne le droit à l'éducation, pour lequel le rapporteur est M. Woodward, il a été décidé de mettre à jour à partir de renseignements communiqués par les gouvernements sur les mesures législatives et techniques les plus récemment prises dans ce domaine, le premier rapport sur la question qui avait été rédigé par M. Mario Alzamora Valdez, ancien membre de la Commission.

Relativement à la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique, la Commission a examiné le nouveau rapport présenté par M. Abranches, rapporteur, et a décidé de renouveler la demande adressée l'année précédente aux gouvernements pour obtenir des renseignements sur les faits nouveaux d'ordre technique et juridique survenus dans ce domaine.

Quant à la création de comités nationaux des droits de l'homme, envisagée pour les Etats membres de l'OAS à l'initiative de la Commission, il a été décidé de renouveler les invitations lancées aux associations d'avocats de ces pays en vue de créer ces comités.

2. Trente-troisième session (extraordinaire) 7/

Cette session extraordinaire de la Commission avait pour seul objet l'étude de la situation des droits de l'homme au Chili. Le 18 avril 1974, la Commission avait demandé au Gouvernement chilien d'autoriser une enquête sur place et, par une note du 23 mai de la même année, le Gouvernement chilien avait marqué son accord et proposé que l'enquête ait lieu au mois de juillet. En juin, M. Luis Reque, Secrétaire exécutif, s'est rendu au Chili et il a été convenu à ce moment que l'enquête sur place commencerait le 22 juillet.

Ont participé à cette session les membres ci-après : MM. Aréchaga, Abranches, Bianchi, Woodward et Carrió. En raison d'engagements antérieurs, MM. Fraga et Aguilar n'ont pu y participer.

Au cours de sa session de deux semaines, la Commission a conféré avec les Ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense et de la justice, le Président de la Cour Suprême, la Commission d'étude de la réforme constitutionnelle, le Secrétaire général de la Présidence, l'Archevêque de Santiago et le Président de l'association des avocats, ainsi qu'avec de nombreuses autorités locales, à Santiago et dans le reste du pays.

En outre, la Commission a conféré avec le représentant en Amérique latine du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui a rendu compte de la situation des réfugiés au Chili et des mesures prises à ce sujet par le gouvernement. Elle a reçu aussi de la Croix Rouge internationale des renseignements sur la situation des droits de l'homme au Chili.

Au cours d'une de ses séances, la Commission a reçu un groupe de 12 juristes représentant l'Ordre des avocats du Chili. Ces juristes ont mis la Commission au courant de la situation juridique régnant dans le pays, et ils ont insisté en particulier sur les mises en détention consécutives aux décrets-lois sur "l'état de siège" et "l'état de guerre", ainsi que sur l'exercice du recours d'amparo.

La Commission a visité de nombreux centres de détention où ses membres se sont entretenus librement avec les détenus. Le Gouvernement chilien a fourni à la Commission de nombreuses facilités, mais ne l'a pas autorisée à se rendre dans trois établissements, généralement signalés par les détenus comme les principaux centres où sont appliquées des pressions physiques et psychologiques, parce que ces centres avaient été proclamés zones militaires. En outre, les membres de la Commission ont examiné des dossiers judiciaires, ont observé le fonctionnement des conseils de guerre, etc.

7/ On trouvera des renseignements plus détaillés dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-troisième session (extraordinaire) (OEA/Ser.L/V/II.33 doc. 15).

Dans l'hôtel du centre de la ville où la Commission était logée, un bureau a été ouvert où ont été déposées plus de 500 plaintes écrites, qui ont reçu un traitement approprié.

Comme suite à cette enquête sur place, la Commission a suggéré au Gouvernement chilien, par note du 29 juillet, d'envisager sans retard l'adoption des onze mesures ci-après :

1. Faire le nécessaire pour que les familles des personnes privées de liberté pour une raison quelconque soient immédiatement informées des motifs et du lieu de la détention, ainsi que de tout transfert ultérieur des détenus.
2. Modifier les conditions de détention des mineurs des deux sexes actuellement détenus dans des établissements destinés à des adultes et soumis aux mêmes conditions de détention que les adultes.
3. Faire tout ce qui est possible pour éviter l'application de pressions physiques ou psychologiques aux détenus et prendre des mesures sévères contre les responsables de tels actes.
4. Dans l'exercice des pouvoirs constitutionnels assumés par la Junte de gouvernement conformément aux décrets-lois Nos 1 et 128, fixer une limite de temps raisonnable aux privations de liberté ordonnées en vertu du paragraphe 16 de l'article 72 de la Constitution.
5. Faire le nécessaire pour que les détentions et transferts ordonnés en vertu du paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution n'aboutissent pas, directement ou indirectement à une peine effective comme les travaux forcés injustifiés ou prolongés, ou la réclusion cellulaire.
6. Reconnaître pleinement le droit des conseils à des activités professionnelles normales, en leur permettant de communiquer librement avec les détenus qui ont besoin de leur assistance, sans considération des conditions de détention.
7. Autoriser les personnes détenues pour des raisons de sécurité, mais à qui aucun crime n'a été imputé, à quitter le pays si elles le souhaitent.
8. Par une interprétation de la Constitution ou par d'autres moyens également efficaces, assurer qu'en toutes circonstances le recours d'amparo contraigne l'autorité administrative à exécuter l'ordre judiciaire lui enjoignant de faire comparaître devant le tribunal compétent la personne au bénéfice de qui a été présenté ce recours, avec l'indication précise du motif et du lieu de la détention.
9. Soustraire à la compétence des tribunaux d'exception toutes les causes concernant des délits administratifs présumés, comme par exemple les infractions à la législation fiscale.
10. Donner aux services compétents les moyens nécessaires d'informer rapidement les familles des personnes disparues, qu'il s'agisse ou non de personnes détenues par les autorités.

11. Adopter une règle, obligatoire pour tous les fonctionnaires, qui interdise d'appliquer à un acte antérieur au 11 septembre 1973 les dispositions prises en vertu de "l'état de guerre".

Le Ministre des affaires étrangères du Chili a répondu à la note précitée par une note datée du 2 août adressée au Président de la Commission. Les parties pertinentes de cette note sont ainsi conçues :

"... Je puis vous dire qu'à l'exception des points 1, 7, 8 et 10 relatifs à des mesures que pourraient prendre les hauts fonctionnaires des services gouvernementaux intéressés, tous les autres points concernent des dispositions juridiques ou administratives qui au Chili sont pleinement respectées. Si certaines violations ont eu lieu, elles n'ont pas été portées à l'attention du gouvernement. Dans le cas où votre Commission aurait des renseignements sur des violations de cet ordre, je vous serais très obligé de m'en faire part.

En ce qui concerne le point 2, je dois faire observer que les mineurs sont détenus dans une prison pour jeunes délinquants en attendant qu'une décision soit prise sur leur mise en jugement, laquelle dépend du fait de savoir si, en vertu de la législation existante, ils peuvent ou non être considérés comme juridiquement responsables. Si la Commission a découvert tel ou tel cas de cet ordre, je vous serais obligé de m'en informer, afin qu'il soit immédiatement porté remède à cette anomalie.

En ce qui concerne le point 3, le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la défense nationale vous ont déclaré à maintes reprises que tous les efforts ont été faits pour éviter de pareils excès. En outre, comme on vous l'a dit en des occasions antérieures, notre droit pénal considère ces actes comme des crimes, et l'intéressé, ou toute autre personne peut mettre en marche les rouages judiciaires en vue de faire appliquer les peines qui conviennent. Dans ce cas encore, je vous serais obligé de m'informer immédiatement de tout cas précis que vous pourriez découvrir, afin que les mesures qui s'imposent puissent être prises.

Pour le point 4, je dois vous faire observer que le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour que l'état de siège ne soit pas maintenu plus que le temps minimal essentiel et raisonnable qu'exige la sauvegarde de la population. Ni présentement ni jamais, le gouvernement n'a voulu prolonger ce genre de mesure, mais il ne peut non plus négliger la sécurité de la grande majorité des Chiliens.

A propos du point 5, je rappelle ce qui a déjà été déclaré et, dans l'éventualité où l'on découvrirait des cas de travail forcé, ou de personnes détenues en réclusion cellulaire pour une durée prolongée ou injustifiée, je vous serais obligé de m'en informer immédiatement.

Relativement au point 6, libre accès a toujours été accordé aux conseils même en ce qui concerne les procédures du temps de guerre, l'article 184 du Code de justice militaire porte : "(le conseil) peut aussi communiquer avec l'accusé, et nul décret de mise au secret ne peut l'en empêcher". Cette disposition est appliquée, respectée, comme toutes les autres dispositions pertinentes.

Pour ce qui est du point 9, c'est dans la plupart des cas en application de la loi sur la sûreté intérieure de l'Etat que les tribunaux chiliens d'exception ont compétence pour connaître de ces affaires, car les violations de ladite loi pendant l'état de siège relèvent de ces tribunaux.

Quant au point 11, j'estime inutile une politique comme celle qui est suggérée. Au Chili, le principe de non-rétroactivité de la législation criminelle s'impose à toute action juridique pénale, et je vous demande instamment de me faire connaître toute violation précise que vous pourriez découvrir".

Pendant que la Commission enquêtait au Chili, elle a reçu des renseignements sur les mesures adoptées par le Gouvernement péruvien au sujet de diverses publications de ce pays, mesure qui, si les renseignements étaient exacts, constituait une atteinte grave à la liberté d'expression et de diffusion. Par télégramme du 29 juillet 1974, la Commission a demandé au Gouvernement péruvien les renseignements nécessaires, et par télégramme du 31 juillet, ce gouvernement a fait savoir que ces mesures étaient rendues nécessaires par les réformes visant à modifier la structure économique et sociale du pays.

3. Trente-quatrième session^{8/}

Cette session a eu lieu du 15 au 25 octobre au siège de la Commission à Washington (C.D.), et tous les membres y ont participé.

Conformément à l'article 6 de son statut, la Commission a élu un bureau pour les deux années à venir. A la première séance de cette session, M. Aguilar a été élu Président à l'unanimité, et M. Abranches a été réélu Vice-Président. Au cours de la même séance, MM. Fraga et Woodward ont été élus respectivement troisième membre et suppléant du sous-comité permanent.

Une bonne partie de la trente-quatrième session a été consacrée à l'élaboration du rapport relatif à l'enquête sur place sur la situation des droits de l'homme au Chili, à laquelle la Commission s'est livrée, du 22 juillet au 2 août de l'année. Ce rapport décrit les activités de la Commission au cours de ses deux semaines de séjour. Il se divise en 18 chapitres, à savoir : introduction; historique, comment le voyage a été décidé; le système de normes établi à partir du 11 septembre 1973 et de "l'état de guerre"; les établissements de détention, les témoignages des détenus, les tortures, les établissements que la Commission n'a pas pu visiter; les établissements signalés comme centres de torture; l'administration de la justice par les conseils de guerre et les tribunaux militaires; l'état de l'administration de la justice et le bureau du contrôleur général de la République; la détention pour une durée indéterminée et les personnes disparues; les exécutions par fusillade sans jugement; la liberté de diffusion de la pensée et de l'information - les délits d'opinion, les droits politiques, "les vérités politiques" et la destruction des rôles électoraux; le droit de quitter le pays ou d'y rester; le droit d'asile; la situation des autres droits de l'homme; note préliminaire adressée par la Commission au Gouvernement chilien - et réponse de celui-ci; conclusions; recommandations; événements consécutifs à la mission de la Commission; lieux visités par la Commission.

^{8/} On trouvera des renseignements plus détaillés dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-quatrième session (OEA/Ser.L/V/II.34 doc.30).

A la fin de la session le rapport final adopté par la Commission a été envoyé au Gouvernement chilien. La Commission a décidé aussi de soumettre ce rapport au Président du Conseil permanent de l'OAS.

La Commission a pris aussi des décisions au sujet des communications selon lesquelles les droits de l'homme auraient été violés en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Chili, à Cuba, au Guatemala, à la Jamaïque, au Nicaragua, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay, communications reçues par elle depuis sa dernière session ordinaire tenue en avril de la même année.

Elle a poursuivi aussi l'examen de cas déjà à l'étude et concernant des violations qui auraient eu lieu en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Equateur, aux Etats-Unis d'Amérique, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Mexique, au Paraguay, en République Dominicaine, en Uruguay et au Venezuela.

Dans les cas précités, la Commission a nommé des rapporteurs choisis parmi ses membres, et leurs recommandations ont été soumises à l'examen de la Commission. Les conclusions ont été communiquées aux gouvernements intéressés et aux plaignants.

En outre, les membres de la Commission se sont mis d'accord sur le texte de la deuxième partie du rapport annuel, qui a pour objet "les domaines où des mesures supplémentaires sont nécessaires pour permettre l'exercice des droits de l'homme énoncés dans la Déclaration américaine".

En raison du temps consacré à l'élaboration du rapport concernant l'enquête qui avait eu lieu au Chili, la Commission n'a pas pu poursuivre à cette session l'étude des points en suspens et son Programme général de travail.

En ce qui concerne la Convention américaine des droits de l'homme, la Commission a autorisé son Président à se rendre aux dates jugées opportunes dans divers pays des Amériques en vue d'y promouvoir la ratification de ce document.

D. COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES

Au cours de l'année sur laquelle porte le présent rapport, la Commission inter-américaine des femmes s'est livrée à de nombreuses activités en vue d'atteindre ses objectifs, que résume ainsi son statut organique : "contribuer par ses travaux à permettre aux femmes des Amériques de jouir des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels..."

La Commission a été présidée par le Professeur Otilia de Tejeira et Mme Maria Lavallo Urbina en a été la Vice-Présidente. Au cours de la dix-septième assemblée qui a eu lieu en septembre 1974 ces personnes ont été remplacées par Mlle Isabel Arrua Vallejo, Présidente, et Mme Rita Z. Johnson, Vice-Présidente.

Parmi les activités régionales destinées à préparer les femmes à exercer leurs droits et à assumer leurs devoirs concomitants dans le cadre de la participation au développement intégral de leurs pays respectifs, on peut citer les suivantes :

- Séminaire sur le rôle de la femme dans la prise de décisions affectant la famille; San José (Costa Rica) 24-28 mars 1974.

- Cinquième séminaire sur la participation de la femme rurale au développement de sa communauté; Tegucigalpa (Honduras) 13-19 mai 1974.
- Cinquième séminaire sur l'intégration latino-américaine; Buenos Aires (Argentine) 16-22 juin 1974.
- Premier séminaire sur la femme artisanne; Asuncion (Paraguay) 29 juin-5 juillet 1974.
- Dixième cours du Programme interaméricain pour la formation de dirigeantes; Montevideo (Uruguay) 8-22 juillet 1974.

Les quatrième et cinquième sessions ordinaires du Comité exécutif ont eu lieu au siège de la Commission à Washington (D.C.) respectivement du 11 au 14 février et du 28 au 30 mai 1974. Le Comité exécutif est chargé de veiller à l'exécution des directives formulées par les assemblées de la Commission et divers points concernant directement le domaine des droits de l'homme figuraient à son ordre du jour.

Proposer des séminaires qui sont préparés par d'autres organismes et départements de l'OAS est une des activités de la Commission interaméricaine des femmes et, dans les dernières années, cette activité a été intensifiée. Les séminaires dont il s'agit concernent la jeunesse et les coopératives et la sécurité sociale. Ce genre d'activité, qui réunit un nombre appréciable de participantes, s'est révélé utile.

Les publications ci-après de la Commission interaméricaine des femmes permettent de diffuser des renseignements sur ses travaux : Informational Bulletin (publication mensuelle en langues anglaise et espagnole), Enlace (publication bimensuelle), News Bulletin (publication annuelle en langues anglaise et espagnole). Outre ces publications régulières, la Commission a publié le premier volume de sa série d'études sur les lois sur le divorce dans les républiques américaines et le premier volume de sa série bibliographique "Bibliografía de la mujer panameña".

La Commission a patronné aussi son premier concours d'essais qui avait pour sujet : "La participation des femmes à la vie politique". Le premier prix a été attribué par le jury à Mme Sandra Thomas pour son ouvrage intitulé "Women of the Americas : Political Participants emerging in an era of change". Mlle Patricia Pinzón Gómez s'est vue décerner une mention honorable pour son étude "Participación Política de la Mujer en Colombie".

Du 14 janvier au 1er février 1974, la Présidente a assisté à la vingt-cinquième session de la Commission de la condition de la femme de l'organisation des Nations Unies qui a eu lieu à New York et où ont été étudiés dans le détail des projets pour la célébration en 1975 de l'Année internationale de la femme.

La dix-septième assemblée de la Commission interaméricaine des femmes a eu lieu du 16 au 23 septembre 1974 à Washington (D.C.). Deux comités de travail ont été constitués pour traiter des quinze points de l'ordre du jour, parmi lesquels : l'Année internationale de la femme, table ronde sur les questions concernant les femmes; travaux de la Commission interaméricaine des femmes et projections pour l'avenir; analyse des résultats des enquêtes sur la condition de la femme dans le domaine de la politique, du travail et du droit familial; programme consécutif à la résolution de la Conférence interaméricaine spécialisée sur l'éducation intégrale des femmes.

Parmi les trente résolutions adoptées par l'Assemblée on peut citer les suivantes : I - Buts, objectifs et fonctions de l'action à venir de la Commission interaméricaine des femmes; II - Proposition d'étude pour une réforme du statut organique de la Commission interaméricaine des femmes; III - Déclaration de principes; IV - Programme pour la célébration de l'Année internationale de la femme; V - Programmes consécutifs aux résolutions de la Conférence interaméricaine spécialisée sur l'éducation intégrale des femmes; VI - Adoption du programme biennal de travail pour 1974-1976; VIII - Appui accordé par le Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture en vue de la célébration de l'Année internationale de la femme; IX - Les comités nationaux de coopération; X - Evaluation des programmes de la Commission; XIII - Conférence de l'Année internationale de la femme de l'Organisation des Nations Unies; XIV - Inclusion dans la période biennale 1974-1976 de programmes de recherche sur les problèmes des femmes qui travaillent; XV - Action de la Commission interaméricaine des femmes en ce qui concerne la prestation de services directs pour le développement; XVII - Publicité donnée aux lois sur la protection de la famille et de la femme; XVIII - Coordination des activités de la Commission interaméricaine des femmes et des activités des institutions spécialisées des Nations Unies; XXI - Traitement équitable des femmes au secrétariat général de l'OAS; XXII - Analyse des résultats des enquêtes sur la condition de la femme dans les domaines de la politique, du travail et du droit familial; XXVIII - Déclaration sur l'admission des femmes dans les partis politiques, les syndicats et les associations professionnelles.

L'Année internationale de la femme (1975) constituera un événement important dans le monde entier, et en vue de la célébrer la Commission a élaboré un programme complet qui correspond aux thèmes proclamés de l'Année : égalité, développement et paix. Elle se propose aussi d'agir en liaison étroite avec toutes les autres organisations et entités qui célébreront l'Année.

E. INSTITUT INTERAMERICAIN DE L'ENFANCE

Le point culminant des activités de l'Institut interaméricain de l'enfance au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport a été la 54ème réunion de son Conseil d'administration, qui a eu lieu du 20 au 22 août 1974 à Washington (D.C.).

Dans son allocution de bienvenue, M. Galo Plaza, Secrétaire général de l'Organisation, a rendu hommage à l'œuvre accomplie par l'Institut au cours de ses 47 ans d'existence et a parlé de l'importance des travaux que, sous la forme de conférences, de séminaires et de cours, l'Institut a accomplis dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de la protection juridique et de la protection sociale des enfants. Il a mentionné aussi la création par l'OAS d'un groupe de coordination des activités en faveur des jeunes, dont l'objet est de collaborer aux travaux de l'Institut et d'améliorer la liaison entre les programmes de ce secteur.

M. Rafael Sajón, Directeur général de l'Institut, a signalé que l'on s'efforçait de coordonner les travaux de l'Institut et ceux d'éléments du secrétariat général et de l'OAS, comme la Commission interaméricaine des femmes et l'Organisation panaméricaine de la santé, afin de promouvoir en Amérique latine les soins aux enfants d'âge préscolaire ainsi que leur éducation.

Outre un certain nombre de résolutions administratives et budgétaires, le Conseil d'administration a approuvé l'ordre du jour du quinzième congrès panaméricain sur l'enfance, qui doit avoir lieu à Rio de Janeiro en 1976. Le principal point de l'ordre du jour sera la protection étendue des mineurs avec protection particulière des enfants dépourvus de soins. Le congrès panaméricain sur l'enfance se réunit à peu près tous les quatre ans et il est considéré comme une conférence interaméricaine spécialisée.

Au cours de cette session, le Conseil d'administration a accepté aussi une subvention du Gouvernement brésilien destinée à permettre la construction d'un bâtiment qui abritera la bibliothèque dont dispose l'Institut à son siège de Montevideo; il a accepté aussi du Gouvernement des Etats-Unis une offre de livres et de films traitant de l'enfance. La bibliothèque compte actuellement 40.000 volumes environ qui traitent de questions relatives à la protection de l'enfance.

Le Conseil d'administration a examiné le rapport détaillé présenté par le Cabinet du Directeur général sur l'application des résolutions adoptées par le précédent congrès sur l'enfance. L'une des activités consiste à fournir aux pays membres une assistance technique et des programmes consultatifs et à organiser à leur intention divers cours et séminaires.

Parmi les cours qui ont eu lieu dans la dernière partie de 1973 figurait le cours sur la formation de personnel de stimulation précoce, donné à Caracas du 8 au 20 octobre 1973, et qui s'adressait aux docteurs, obstétriciens, pédiatres, psychologues et personnel infirmier. Pendant la première semaine, les participants ont travaillé avec des nouveau-nés, puis ils ont étudié des enfants de 12 à 18 mois présentant des déficiences motrices, sensorielles et intellectuelles.

Au cours de la semaine du 12 au 17 novembre 1973, le Séminaire panaméricain sur la responsabilité et la fonction des petites communautés dans l'éducation intégrale et la protection de l'enfance a eu lieu à Quito. Parmi les boursiers venus de quatorze pays qui ont participé à ce séminaire se trouvaient des éducateurs, des planificateurs, des pédiatres et des travailleurs sociaux.

Le Cours panaméricain sur la santé scolaire a eu lieu à Miami du 29 octobre au 17 novembre 1973. Des boursiers venus de 17 pays ont suivi ce cours qui avait pour but de former aux travaux interdisciplinaires des docteurs, des enseignants, des hygiénistes, des travailleurs sociaux et des infirmiers et infirmières, ainsi que d'augmenter l'efficacité de l'école en matière de préservation de la santé de l'enfant.

Le deuxième Congrès hispano-américain sur les handicaps affectant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture a eu lieu à Mexico du 7 au 14 mai 1974. Figuraient parmi les questions étudiées : la génétique et les problèmes d'apprentissage; les difficultés de la lecture et de l'écriture liées à des facteurs familiaux et sociaux : les techniques de détection, le traitement de la méthodologie, etc.

Le Cours sur les difficultés de lecture conçu à l'intention de la région andine a eu lieu à Bogota dans la deuxième moitié de 1974 : il s'agissait de la suite des cours qui avaient eu lieu à Buenos Aires en 1971 et à Panama en 1972. Ce cours avait pour but de former des éducateurs spécialisés qui enseigneront les enfants éprouvant des difficultés dans les activités suivantes : lecture, écriture, langue, mathématiques, etc.

En 1973, l'Institut a publié entre autres ouvrages le deuxième volume d'un dictionnaire multilingue sur la terminologie commune aux questions suivantes : la protection des mineurs; les drogues dans l'enfance et l'adolescence; les aspects socio-juridiques de la protection des mineurs en situation irrégulière; le problème de la mère et de l'enfant dans les zones urbaines et rurales marginales.

F. INSTITUT INTERAMERICAIN DES AFFAIRES INDIGENES

Au cours de la période considérée dans le présent rapport, l'Institut interaméricain des affaires indigènes a accordé une priorité élevée aux programmes de formation concernant les domaines suivants :

Bourses

L'Institut a répondu à 25 demandes concernant les possibilités d'obtenir des bourses en anthropologie, en sociologie et en affaires indigènes aux Etats-Unis, au Mexique et dans d'autres pays latino-américains. Il a coopéré avec divers établissements des Etats-Unis pour l'attribution d'une bourse permettant à un citoyen des Etats-Unis d'étudier la muséologie au Mexique et pour l'exécution de ce programme.

Cours

Du 18 octobre au 9 novembre 1973, un Cours-séminaire sur l'anthropologie, les affaires indigènes et le développement a eu lieu à Valledupar en Colombie. Il a été suivi par 64 membres de comités des affaires indigènes de Colombie, par une partie de la Division opérationnelle des affaires indigènes et par le Bureau de l'intégration et du développement communautaire. Figuraient parmi les sujets enseignés : l'anthropologie appliquée, les techniques de recherche, la culture indienne, le développement communautaire, l'enseignement des adultes, la réforme agraire, les coopératives, et la législation applicable aux Indiens.

Non seulement les participants y ont reçu un enseignement, mais ils se sont livrés à une étude franche et concrète des problèmes et des conditions de vie des populations indiennes de Colombie et ont procédé à des observations sur le terrain.

Du 6 au 18 mai 1974 a eu lieu au Costa Rica, avec l'aide de la Fondation Friedrich Ebert et du Centre latino-américain d'études démographiques, un Cours sur l'anthropologie, les affaires indigènes et le développement, à l'intention des 17 pays membres de l'Institut. Les représentants de 12 de ces pays y ont participé. Les échanges d'informations auxquels a procédé chacun des participants, qui a expliqué la situation et les problèmes des Indiens dans son propre pays, ont constitué une contribution importante.

Ce cours avait trois aspects principaux : la diffusion et l'échange d'expérience et d'information sur les efforts en cours dans le domaine en question; l'examen des aspects politiques et philosophiques de l'avenir des populations indiennes enfin l'échange fructueux d'idées et l'analyse d'aspects scientifiques et techniques des différentes questions traitées.

En outre, M. Gonzalo Rubio Orbe, Directeur de l'Institut, et M. Alejandro Marroquín, Chef du département de recherche anthropologique, ont participé à des conférences au Mexique et en Equateur.

Publications

1. América Indígena. Les quatre numéros de ce périodique ont été consacrés à des informations sur la situation des affaires indiennes en Argentine, au Mexique, au Venezuela et au Costa Rica.
2. Anuario Indigenista Interamericano. Cette publication contient des renseignements sur les principaux travaux de l'Institut vus à travers les rapports d'activités présentés par le Directeur; il contient aussi les documents officiels les plus importants.
3. Noticiero Indigenista Interamericano. Le Noticiero a paru régulièrement dans les numéros d'América Indígena.
4. Publications spéciales. Les ouvrages ci-après ont été publiés par les éditions spéciales et dans la collection d'anthropologie sociale :
 - a. El Desarrollo Tarasco : Intergración Nacional en el Occidente de México, par Janet R. Moone.
 - b. Pregnancy, Childbirth, and the Newborn : a Manual for Rural Midwives, and Teacher's Guide for Pregnancy, Childbirth, and the Newborn, par Eloesser, Galt et Hemingway; (troisième édition).
 - c. Educación y Desarrollo Rural, par Julia Elena Fortún.
 - d. Homenaje al Dr. Gonzalo Aguirre Beltrán : cet ouvrage contient des études sur les contributions les plus importantes de M. Aguirre dans les domaines de l'anthropologie, des affaires indiennes, de l'enseignement des adultes et autres questions.
 - e. Relaciones Políticas en una Sociedad Tribal : étude des Indiens Ye'cuana de l'Amazonie vénézuélienne par Nelly Arvelo Jiménez.

Voyages dans divers pays

MM. Rubio Orbe et Marroquín se sont rendus en visite officielle en Colombie, au Costa Rica, en El Salvador, en Equateur, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et au Pérou. Ces voyages avaient pour objet la coordination avec les autorités compétentes des différents pays, la sélection d'étudiants en vue de bourses, la préparation de numéros à venir d'América Indígena, et d'autres questions. Des efforts ont été faits aussi pour obtenir le versement des quotes-parts et, dans certains pays, des contacts ont été pris avec les librairies en vue de promouvoir la vente des publications de l'Institut.

Autres activités

Au cours de l'année, l'Institut a évalué divers projets de recherche ou y a participé; parmi ceux-ci figurent une analyse faite par M. Marroquín des divers aspects de la discrimination raciale et la contribution de l'Institut à la lutte contre cette discrimination. Ces travaux ont été accomplis sur la demande du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale.